

Un renforcement des engagements et des partenariats pour une action plus rapide :

Déclaration de Rome de la société civile sur l'ODD16+

Mai 2019

Préambule

Rappelant *Transformer notre monde : l'Agenda 2030 pour le développement durable*, nous réaffirmons qu'il s'agit bien de "Nous, les peuples", qui nous engageons sur la voie de 2030¹. La société civile, en tant que leader dans l'élaboration d'une vision et la mise en œuvre de cet ambitieux programme, rappelle aux États Membres et à la communauté internationale que seule cette approche collective permettra d'en assurer la réussite. Une participation sérieuse de tous les partenaires est essentielle à l'Agenda 2030. Elle est particulièrement pertinente pour l'Objectif 16 du développement durable (ODD16), et pour ses objectifs et cibles en matière de paix, de justice et d'inclusion.

L'Agenda 2030 concerne les personnes, la prospérité et la planète - et les 17 Objectifs de développement durable (ODD) qui le constituent représentent des éléments indivisibles et interdépendants de l'ensemble du cadre de développement durable. L'ODD16 est à la fois un objectif autonome ainsi qu'une nécessité fondamentale pour atteindre tous les autres ODD. C'est pourquoi l'ODD16 est communément appelé "ODD16+" – pour illustrer l'interdépendance entre la paix et le développement, ainsi que les liens existant avec d'autres cibles et objectifs, tels que l'égalité des sexes dans l'ODD5 ou encore la réduction des inégalités dans l'ODD10. Ceci incarne des engagements plus larges en matière de paix, de justice et d'inclusion². Une progression dans l'atteinte des objectifs de l'ODD16 impacte la capacité globale du monde à réaliser une société plus durable.

Faire le point sur les progrès réalisés à l'échelle mondiale en vue d'atteindre les objectifs de l'ODD16+ est une étape essentielle pour en déterminer l'orientation future. L'année 2019 offre une occasion sans précédent pour intensifier nos efforts collectifs pour la mise en œuvre de l'ODD16+. Cette année, pour la première fois, l'ODD16 sera examiné en détail au Forum politique de haut niveau (FPHN) et l'ensemble des ODD seront examinés au Sommet sur les ODD lors de l'ouverture de la 74ème Assemblée générale des Nations Unies. Pour y contribuer, les organisations de la société civile (OSC) du monde entier se sont réunies à Rome (Italie) le 26 mai 2019 dans le cadre de la Conférence ODD16 (Conférence de Rome) après une série de consultations approfondies, organisées par le Département des Affaires Économiques et Sociales des Nations Unies (DAES), l'Organisation Internationale du Droit du Développement (OIDD) et le Ministère italien des affaires étrangères, en guise de préparation au Forum politique de haut niveau 2019. Le document final de la société civile qui en résulte – *Un renforcement des engagements et des partenariats pour une action plus rapide : Déclaration de Rome de la société civile sur l'ODD16+ (Déclaration de Rome)* – souligne les domaines prioritaires et propose des recommandations de la société civile et termine par un appel urgent à toute une série d'actions pour réaliser le véritable potentiel transformateur de l'ODD16+.

En tant que société civile, nous appelons tous les acteurs, y compris les États Membres, les organismes des Nations Unies, les agences multilatérales, les donateurs, le secteur privé, les OSC, les groupes de réflexion, les instituts de recherche et autres, à accélérer et à accroître collectivement les efforts pour atteindre tous les objectifs et cibles pertinents des ODD pour lutter contre les inégalités structurelles, la discrimination sexuelle, raciale et autres, et les violences. Ces formes d'exclusion et

¹ UN Resolution 70/1. Transforming our world: the 2030 Agenda for Sustainable Development. 2015.

² Parmi d'autres: Pathfinders' Roadmap for Peaceful, Just and Inclusive Societies, la création du Forum 16+, et Global Alliance for Reporting Progress on Peaceful, Just and Inclusive Societies.

de marginalisation sont des obstacles structurels à la réalisation de l'Agenda 2030 qu'il est nécessaire de surmonter afin de réaliser ce dernier.

Introduction

1. Comme le reconnaissent les déclarations politiques du Forum politique de haut niveau des Nations Unies (FPHN) et d'autres analyses des Nations Unies et de la société civile³, de nombreux défis et obstacles structurels entravent la réalisation de l'ambitieux ODD16+.
2. Collectivement, le monde n'est pas sur la bonne voie pour réaliser l'Agenda 2030 et, en conséquence, pas non plus sur la bonne voie pour réaliser des sociétés inclusives et pacifiques. Plus de 40 pays sont en proie à un conflit actif et 92 pays sont devenus moins pacifiques au cours des 10 dernières années⁴. La violence cause 1,6 million de décès dans le monde chaque année⁵. 5,1 milliards de personnes ont des besoins de justice non satisfaits⁶.
3. Au cours de l'année écoulée, les attaques contre les défenseurs des droits de l'homme et les défenseurs de la justice se sont multipliées. Dans le seul domaine de la justice environnementale, 321 défenseurs ont été tués en 2017⁷. La société civile fait face à des obstacles pour une participation effective. Ceci est lié à un financement insuffisant, aux restrictions en matière de visas et à la portée, la substance et le suivi de toute participation.
4. Les inégalités structurelles, l'autoritarisme croissant, l'exclusion et la « présence-jeton », l'insuffisance des capacités et le manque de volonté politique pour s'attaquer aux problèmes de paix, de justice et de gouvernance limitent la progression de l'Agenda. Les dépenses militaires mondiales ont augmenté et atteignent 1 739 milliards de dollars en 2017⁸. Moins de 2 % de l'aide publique au développement (APD) est consacrée aux systèmes judiciaires, et le financement de la justice a diminué de 40 % au cours des cinq dernières années⁹.
5. Simultanément, on constate une tendance croissante à accréditer les dépenses militaires et de sécurité en tant que contribution " progressive " au SDG16+, malgré les risques de saper les efforts de paix et de développement¹⁰.
6. Pour s'attaquer aux causes sous-jacentes des conflits, de l'insécurité et de l'injustice systémique il est préférable d'investir à long terme en amont et en prenant rapidement des mesures pour

³ Par exemple: 2017 HLPF Political Declaration, Pathfinders Justice Task Force report (2019), Hague Declaration on Equal Access to Justice for All by 2030 (2019); findings of the High-level Group on Justice for Women (2019); Declaration of Ulaanbaatar Democracy Forum (2019) and Tokyo Democracy Forum (2019); Outcome documents of the PyeongChang Global Peace Forum (2019); Pathways for Peace Report (2018); Declaration of the Busan Democracy Forum (2018), Sustaining Peace Resolution (2016); Addressing Fragility and Building Peace in a Changing World (Stockholm Declaration) (2016)

⁴ IIEP. 2018.

⁵ Organisation Mondiale de la Santé. 2012.

⁶ Pathfinders. Justice For All: Report of the Task Force on Justice. May 2019.

⁷ Justice For All. *Justice For All: The Case to Fund and Protect Grassroots Justice Defenders*. Janvier 2019.

⁸ Stockholm International Peace Research Institute. SIPRI Military Expenditure Database. Juillet 2018.

⁹ Justice For All. Ibid.

¹⁰ Voir CSO Submission on TOSSD security assistance, Mars 2019.

lutter contre la marginalisation et les inégalités, promouvoir l'inclusion et soutenir le développement économique et humain.

Nos principes et engagements communs

7. La vision et la mise en œuvre des ODD sont guidées par un certain nombre de principes et d'engagements clés.
8. **Ne laisser personne pour compte** est au cœur de l'Agenda 2030 et doit être le point de départ de nos stratégies, de nos politiques, de notre financement et de notre mise en œuvre. Notre énergie collective doit d'abord atteindre ceux qui sont marginalisés en raison de leur sexe, de leur race, de leur appartenance ethnique, de leur âge, de leurs capacités, de leur classe sociale, de leur orientation sexuelle et de leur identité sexuelle. Nous devons mettre davantage l'accent sur la satisfaction des besoins et la garantie des droits des personnes ayant le plus de risques d'être laissées pour compte à travers des approches inclusives qui tiennent compte de l'âge et du sexe, en accordant une attention particulière aux personnes vivant avec le VIH/sida, les personnes handicapées, les autochtones, les réfugiés, les personnes déplacées, les migrants, les enfants et les jeunes et les femmes.
9. **Une approche des ODD fondée sur les droits de l'homme est une obligation** et non un choix. La protection des droits de l'homme et des libertés pour tous doit être le point de départ de tous les travaux relatifs aux ODD. Il est essentiel d'assurer une gouvernance inclusive et participative, de surmonter les lois discriminatoires et de promouvoir une protection sociale qui appuie les droits économiques, sociaux et culturels. La société civile doit être en mesure de représenter et de consulter de manière adéquate les communautés locales et les groupes de base afin de garantir une responsabilisation vers le bas.
10. **Nous adoptons une approche centrée sur les personnes pour atteindre les ODD.** Les points de vue, les besoins et l'expérience des personnes les plus touchées par les questions à l'étude sont fondamentaux pour déterminer notre analyse, nos stratégies, notre plaidoyer et leur mise en œuvre. Cela exige la participation significative des groupes à risques aux processus de prise de décisions, de paix et de gouvernance, conformément au Principe 10 de Rio¹¹. Par exemple, les femmes et les jeunes jouent un rôle clé dans la consolidation de la paix à tous les niveaux. Pour que la société civile puisse jouer son rôle, il faut prévenir que l'espace d'action civique soit réduit, contrecarrer l'augmentation des attaques contre la société civile et les défenseurs des droits humains ainsi qu'adresser le problème de l'insuffisance et la fluctuation des possibilités de leur financement.
11. **Nous cherchons à protéger la planète** et à assurer l'intégrité des écosystèmes, notamment en accélérant l'application de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)¹² et en promouvant une action climatique sensible au genre avec une participation inclusive et significative, en luttant contre l'injustice climatique et en favorisant la sécurité foncière comme moyen de prévention des conflits.
12. **Une approche intégrée et universelle** doit être à la base de la mise en œuvre de tous les ODD, en particulier l'ODD 16+. C'est la nature globale, indivisible et pleinement intégrée des ODD qui rend

¹¹ Résolution A/CONF.151/26 des NU. Déclaration de Rio sur l'Environnement et le Développement. 1992.

¹² Résolution A/RES/48/189 des NU. Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. 1994.

ces cibles potentiellement transformatrices pour tous. L'universalité de l'Agenda nous oblige à construire une paix fondée sur la participation inclusive, la justice économique, environnementale et sociale, et des institutions inclusives, qui doivent rendre des comptes tant au niveau national qu'international sur la base des principes des droits humains. Il faut également assurer une coordination significative et inclusive au sein des gouvernements, entre des différents ministères ou partis politiques, ainsi qu'avec les partenaires pour élaborer des stratégies nationales ou sectorielles, recueillir des données et rendre compte des progrès accomplis. Des résultats inclusifs menant à des débouchés sociaux, politiques et économiques devraient être au centre de ces efforts.

Recommandations

Poursuivre les approches intégrées et les interdépendances en vue d'obtenir des résultats inclusifs

13. Nous appelons tous les acteurs à adopter une approche centrée sur les personnes et fondée sur les droits de l'homme tout au long de l'élaboration et de la mise en œuvre de l'ODD16+ et de toutes ses politiques et pratiques qui y sont liées.
14. Les acteurs devraient utiliser la légitimité de l'Agenda 2030 pour réunir différentes communautés afin qu'elles collaborent à une mise en œuvre intégrée et coordonnée, et assurer des liens efficaces entre les trois composantes de l'ODD16+ qui se renforcent mutuellement.
15. Plus précisément, nous appelons tous les acteurs à :
 - a. Veiller à ce que tous les plans de développement nationaux et l'appui au développement international intègrent et donnent la priorité à tous les objectifs pertinents de l'ODD16+.
 - b. Soutenir les capacités locales et infranationales des différentes parties prenantes et des communautés en matière de prévention des conflits et de consolidation de la paix, y compris, mais sans s'y limiter : les mécanismes alternatifs de résolution des conflits (tels que le processus de médiation inclusif qui inclut les vues des populations locales affectées par les conflits sur des questions comme les droits fonciers) ; l'application des accords de paix inclusifs ; les efforts pour promouvoir une culture de non-violence et de paix par l'éducation.
 - c. Assurer des approches universelles, opportunes et abordables de l'accès à la justice centrées sur les personnes afin que " tout le monde soit réellement égal devant la loi " ; et travailler en collaboration et de manière efficace par le biais des systèmes de justice formels et informels pour assurer un accès égal à la justice pour tous en promouvant l'autonomisation juridique.
 - d. Intensifier l'appui à des institutions efficaces, transparentes et responsables, en accordant une attention particulière à l'autonomisation politique accrue des groupes vulnérables aux postes de décision à tous les niveaux de gouvernance.
 - e. Améliorer et adopter des lois nationales ainsi qu'élaborer et mettre en œuvre des stratégies holistiques et centrées sur les populations qui relient l'ODD16+ aux plans d'action nationaux visant à mettre en œuvre la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) sur les femmes, la paix et la sécurité¹³ et la résolution 2250 du CSNU sur la jeunesse, la paix et la sécurité¹⁴.

¹³ CSNU S/RES/1325. Security Council resolution 1325 [on women and peace and security]. 2000.

¹⁴ CSNU S/RES/2250. Security Council resolution 2250 [on youth, peace and security]. 2016.

- f. Entreprendre des analyses de conflit multipartites et sensibles au genre et aux besoins des jeunes, afin de mieux aligner les priorités et de prendre des mesures conjointes pour établir des priorités et lutter contre la corruption.
- g. Appuyer l'établissement de budgets participatifs et d'institutions représentatives et responsables au niveau local, notamment l'interdiction des exportations d'armes aux parties à un conflit.
- h. Prendre en compte les vues et capacités locales, protéger la légitimité de la société civile, inclure de nouveaux acteurs comme les responsables religieux et coutumiers et les groupes religieux, ainsi que la participation significative des femmes, enfants, adolescents, minorités et autres groupes vulnérables et marginalisés, dans le processus décisionnel.

Mobiliser et intensifier les engagements et les investissements

- 16. Le soutien et les engagements en faveur de l'ODD16+ font cruellement défaut, avec un sérieux sous-financement et un manque de ressources pour les travaux connexes. Investir dans des institutions et des processus inclusifs, légitimes, représentatifs et responsables qui favorisent la cohésion sociale, politique et économique et préservent la paix, la justice et des institutions fortes centrées sur l'être humain est vital pour accélérer les progrès dans la mise en œuvre de l'ODD16+.
- 17. Il est temps d'utiliser le FPHN et le Sommet sur les ODD pour " mobiliser plus d'actions afin d'accélérer la mise en œuvre "¹⁵.
- 18. Pour que les engagements et les investissements en faveur de ce programme soient suffisamment renforcés, les acteurs devraient :
 - a. Présenter au HFPN 2019 et au Sommet sur les ODD de nouveaux engagements significatifs, concrets et ambitieux sur la manière d'accélérer les progrès de la mise en œuvre de l'ODD16+ dans leurs contextes respectifs.
 - b. Accroître les investissements en faveur de la société civile et des approches locales qui respectent leur indépendance dans la mise en œuvre du programme de l'ODD16+ en augmentant les flux d'aide mondiale et le pourcentage de l'APD, des budgets nationaux et des financements sectoriels, en mettant un accent particulier sur les contextes les plus fragiles, en répondant aux besoins de sécurité humaine, en favorisant l'accès à la justice et en encourageant les efforts de renforcement des capacités juridiques, en se concentrant principalement sur les moins avancés .
 - c. Mettre un terme à la croissance des dépenses militaires dans la sécurité, au détriment de la paix, des droits humains et de la justice. La prévention des conflits et le financement de la paix devraient avoir la priorité sur les dépenses de défense et de militarisation.
 - d. Réviser les processus budgétaires pour fournir un soutien global aux domaines prioritaires de l'ODD16+, et s'assurer que ces processus sont inclusifs et participatifs.
 - e. Créer un "Fonds Défi ODD16+" pour aider à soutenir les organisations de la société civile travaillant sur le terrain pour faire avancer les ambitions de l'Agenda.

¹⁵Résolution 70/1 de l'ONU. Transforming our world: the 2030 Agenda for Sustainable Development. 2015.

- f. Donner la priorité à la réduction des flux financiers illicites, y compris l'évasion fiscale offshore, et à la promotion de la justice fiscale conformément aux engagements pris dans l'Accord d'Addis-Abeba concernant le financement du développement¹⁶.
- g. Catalyser les investissements et les innovations du secteur privé pour faire progresser les priorités de l'ODD16+ conformément aux normes et accords internationaux pertinents et aux principes des droits de l'homme.

Accroître le renforcement des capacités de mise en œuvre

19. Les besoins de renforcement des capacités et les lacunes au sein de la société civile constituent l'un des principaux obstacles à l'accélération des actions de mise en œuvre et de suivi de l'ODD16, en particulier au niveau local et sur le terrain.
20. Plus précisément, nous appelons tous les acteurs à :
- a. Améliorer le renforcement des capacités de la société civile pour combler les lacunes en matière de collecte de données, de suivi et d'établissement de rapports sur l'ODD16, de sensibilisation et d'inclusion dans les processus nationaux de Rapport d'examen National Volontaire (RNV), de politique publique et de budgétisation¹⁷.
 - b. Mobiliser la société civile locale et organisations de bases qui sont autrement difficiles à atteindre et à mobiliser, en renforçant les ressources et outils existants pour que ces acteurs locaux appuient les niveaux locaux d'exécution de l'ODD16+¹⁸.
 - c. Assurer un soutien financier de base, continu et soutenu aux OSC pour permettre le renforcement des capacités de mise en œuvre.
 - d. Reconnaître le rôle crucial que la société civile peut jouer dans le renforcement des capacités et de la capacité des États membres et d'autres acteurs à mettre en œuvre les engagements de l'ODD16+.

Renforcer les données, la supervision et la responsabilisation

21. La société civile est un acteur essentiel pour soutenir et compléter le travail des États membres en matière de collecte, de suivi et de communication des données pour l'ODD16. L'engagement des OSC avec les acteurs, institutions, processus et mécanismes pertinents, principalement au niveau national ou local, vise à trouver un équilibre entre les approches formelles et informelles pour améliorer la responsabilisation à l'égard des ODD.
22. Les données non-officielles recueillies par la société civile peuvent combler les lacunes méthodologiques et conceptuelles des données de l'ODD16 grâce à des approches et des partenariats novateurs, et réduire la pression sur les capacités des instituts nationaux de statistique grâce à des partenariats stratégiques avec les organismes officiels de collecte de données.
23. Pour recentrer les efforts en vue d'atteindre les objectifs et cibles de l'ODD16, des mesures immédiates doivent être prises pour appuyer des données, une surveillance et une responsabilisation adéquates. Pour ce faire, les acteurs devraient :

¹⁶ DAES. Addis Ababa Action Agenda of the Third International Conference on Financing for Development (Addis Ababa Action Agenda). 2015.

¹⁷ TAP Network. "Civil Society Capacity Development for SDG16: Gaps, Challenges and Recommendations" Forthcoming, 2019.

¹⁸ Comme le *Goal 16 Advocacy Toolkit, Advocacy: Justice and the SDGs* et le *SDG Accountability Handbook*.

- a. Examiner chaque année l'ODD16 au FPHN, à l'instar de l'ODD17, étant donné sa nature transversale qui sous-tend l'ensemble du programme 2030.
- b. Fournir une plate-forme pour la collecte des "rapports phares" ODD de la société civile, et inclure ces rapports comme contributions officielles aux processus RNV au FPHN.
- c. Inclure les sources de données non-officielles aux côtés des sources officielles dans le suivi formel mondial et national de la mise en œuvre de l'ODD16, notamment pour assurer un suivi des progrès afin de ne laisser personne pour compte.
- d. Appuyer les autres indicateurs officiels proposés par le IAEG-ODD pour le point 16.3 sur la justice civile, le point 16.6 sur la confiance dans les institutions publiques et le point 16.10 sur les libertés fondamentales.
- e. Veiller à ce que des mécanismes institutionnels transparents, responsables et indépendants soient mis en place pour surveiller la mise en œuvre effective des instruments régionaux et internationaux ratifiés.
- f. Développer des directives analytiques et opérationnelles pratiques sur la manière dont l'ODD16+ peut favoriser au mieux les autres ODD.
- g. Encourager le secteur privé à aborder les problèmes systémiques de responsabilité créés par les activités des entreprises dans les secteurs suivants : corruption, recel, fraude fiscale, industrie extractive, transparence, investissements éthiques et autres.

Promouvoir une participation et des partenariats significatifs et inclusifs

24. Nous appelons tous les acteurs à adopter une approche "globale" pour relever les défis de la paix, de la justice, de l'inclusion et du développement.
25. Pour ce faire, les stratégies de mise en œuvre doivent impliquer tous les ministères concernés, la société civile, les partenaires de mise en œuvre et les autres parties prenantes, notamment les jeunes, les femmes, les minorités et les autres groupes vulnérables et marginalisés.
26. Les institutions doivent passer d'une priorité mise sur l'inclusion à celle de la participation significative qui permette à tous les citoyens et citoyennes de demander des comptes à leurs gouvernements par le biais de mécanismes accessibles, ouverts et transparents.
27. Pour promouvoir et encourager une participation et des partenariats significatifs, les acteurs devraient :
 - a. Créer des mécanismes pour permettre l'élaboration de politiques inclusives et participatives pour toutes les politiques nationales, régionales et mondiales liées à l'ODD16+¹⁹. Cela comprend l'inclusion de la société civile et des autres parties prenantes dans le cadre des activités de développement durable - de la planification et de la budgétisation des conversations aux processus visant la cohésion sociale, une paix durable et la justice.
 - b. Encourager et promouvoir une participation significative de la société civile aux processus d'établissement des rapports nationaux et inclure ses contributions dans les analyses officielles du gouvernement.

¹⁹ The Ulaanbaatar Democracy Forum on SDG16+ global mechanism with a focus on the Asia region that took place in February 2019.

- c. Créer des occasions significatives pour la société civile travaillant au niveau local et les organisations de base, en particulier dans les pays du Sud, de s'engager et d'avoir une voix dans les forums politiques clés sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Protéger la société civile et élargir l'espace civique

28. La participation de la société civile et l'engagement des citoyens sont essentiels à la réalisation du programme de développement durable, en particulier au niveau local et à la base.
29. Il est donc vital que nous assurions une protection adéquate à ces acteurs et que nous créions un environnement opérationnel propice à leur mise en œuvre.
30. Nous appelons les acteurs, et en particulier les États Membres, à prendre immédiatement les mesures suivantes pour renforcer la protection de la société civile et lutter contre la réduction de l'espace civique :
 - a. Élargir l'espace de la société civile et créer un environnement favorable dans lequel la société civile puisse opérer et se réunir librement en toute sécurité, conformément à la *résolution du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies de 2016 sur l'espace de la société civile*²⁰, en particulier dans les contextes de conflit et de fragilité.
 - b. Protéger tous les droits de l'homme et libertés, notamment le plein accès de tous à l'information, conformément aux normes internationales.
 - c. Assurer la protection des défenseurs des droits humains et des défenseurs de la justice en surveillant et en signalant les attaques contre ceux-ci avec la contribution de la société civile, en reconnaissant officiellement les acteurs de la société civile et en mettant fin à l'impunité des attaques.
 - d. Respecter l'indépendance des acteurs de la société civile, des défenseurs des droits de l'homme et des défenseurs de la justice afin de les amener à rendre des comptes sur le programme de développement durable, y compris sur les questions critiques, et assurer la protection de ces groupes.
 - e. Mettre fin aux persécutions et au harcèlement de la société civile pour leurs actions d'engagement dans des questions liées à l'ODD16+, ainsi que dans les mécanismes de responsabilisation, comme les examens nationaux facultatifs.

Appel à l'action

31. Cela fait près de dix ans que la communauté internationale a commencé à imaginer, puis à concevoir ce que sont devenus aujourd'hui l'Agenda 2030 et les ODD - un cadre pour le développement durable qui, nous l'espérons, parlerait des expériences vécues d'exclusion, d'inégalité, de conflit, de dégradation de l'environnement, de violence et de pauvreté auxquelles de nombreux peuples du monde sont confrontés.
32. L'Agenda 2030 a été conçu pour apporter des gains substantifs pour toutes les personnes, en particulier les plus vulnérables et marginalisées, y compris les femmes, les enfants et les jeunes, en garantissant les libertés fondamentales, telles que le droit de participer à la prise de décisions ; en réduisant les abus tels que la corruption et les flux financiers illicites, y compris l'évasion et la fraude fiscales offshore; en assurant un accès à la justice et aux identités légales et en s'attaquant à toutes formes de violences et d'inégalités.

²⁰ Résolution A/HRC/RES/32/31 des NU. UN Human Rights Council, Civil society space. 2016.

33. Aujourd'hui, cependant, nous avons pris du retard dans la réalisation des ambitions de l'Agenda 2030, à savoir ne laisser personne pour compte et mettre en œuvre les engagements visant à construire une société plus pacifique, plus juste et plus inclusive. En fait, nous devons faire face à la réalité urgente que les progrès sur l'ODD16 et l'Agenda 2030 sont en recul dans de nombreux pays et communautés.
34. Il est temps d'agir de façon engagée, urgente et significative.
35. En tant que société civile, nous appelons tous les acteurs - et en particulier les États Membres et les organismes internationaux - à honorer leurs engagements et à accélérer l'action pour édifier des sociétés pacifiques, justes et inclusives. D'ici la prochaine révision de l'ODD16, nous attendons des progrès dans les domaines suivants :
36. **Poursuivre des approches intégrées et encourager des interdépendances pour obtenir des résultats inclusifs.** Mettre en œuvre l'ODD16+ de manière intégrée en veillant à ce que tous les plans nationaux et internationaux de développement donnent la priorité aux objectifs de l'ODD16 et engagent de manière significative toutes les parties prenantes dans les processus de mise en œuvre.
37. **Mobiliser et intensifier les engagements et les investissements.** Il est temps de venir au Forum politique de haut niveau et au Sommet sur les ODD de 2019 avec des engagements nouveaux, significatifs, concrets et ambitieux sur la manière d'accélérer les progrès concernant l'ODD16+. Les États Membres doivent accroître les investissements en permettant la mobilisation des ressources locales et en freinant les flux financiers illicites, notamment la fraude fiscale offshore et la corruption par évasion fiscale. Ils doivent réviser les processus de budgétisation afin d'apporter un soutien global aux domaines prioritaires de l'ODD16+, et créer un "Fonds Défi ODD16+" pour aider les organisations de la société civile travaillant au niveau local à faire progresser les ambitions de l'agenda.
38. **Accroître le renforcement des capacités de mise en œuvre.** Il y a des lacunes critiques dans les capacités de tous les groupes de parties prenantes travaillant sur l'ODD16+, en particulier au niveau local sur le terrain. Il est essentiel de mobiliser les ressources nécessaires pour répondre à ces besoins. Tous les acteurs travaillant à la mise en œuvre de l'ODD16+ - y compris les organismes gouvernementaux eux-mêmes - ont besoin de renforcer leurs capacités pour qu'un réel changement s'effectue.
39. **Renforcer les données, la supervision et la responsabilisation.** Les données non-officielles provenant de la société civile devraient être utilisées parallèlement aux données officielles afin de garantir des résultats fondés sur des données probantes. Les processus de responsabilisation doivent être opportuns, transparents et participatifs. L'ODD16 doit être revu chaque année - tout comme l'ODD17.
40. **Promouvoir une participation et des partenariats inclusifs.** La société civile doit être un acteur clé dans les processus officiels d'élaboration des politiques, de planification, de budgétisation et d'établissement de rapports, quels que soient les objectifs et les secteurs, y compris les RNV et les projets visant la cohésion sociale. Il est particulièrement important pour les organisations locales et sur le terrain du Sud d'avoir une voix et l'occasion de participer à des forums politiques clés comme le FPHN sur la mise en œuvre des ODD.

41. **Protéger la société civile et élargir l'espace civique.** Les tendances mondiales montrent que l'espace civique se rétrécit. Les défenseurs des droits de l'homme et de la justice sont de plus en plus attaqués et l'année dernière a été l'année la plus dangereuse jamais enregistrée. L'espace civique doit être élargi pour créer un environnement favorable dans lequel la société civile peut librement et en toute sécurité opérer, se réunir et assurer l'obligation de rendre des comptes.
42. Adoptez une approche centrée sur les personnes pour tout ce qui précède. Les personnes - y compris les femmes, les enfants, les jeunes et d'autres groupes marginalisés et vulnérables - sont au cœur de la mise en œuvre de l'ODD16, et cela doit se refléter dans nos approches sur la sécurité, la justice et l'inclusion sociale, économique et politique.

Notre engagement collectif

43. Les organisations de la société civile travaillant sur l'ODD16+ s'engagent à prendre les mesures suivantes pour accélérer la mise en œuvre. Nous allons :
- a. Améliorer la base de données probantes sur ce qui fonctionne pour réduire la violence, bâtir la paix, renforcer les institutions de gouvernance et faire progresser la justice.
 - b. Continuer d'innover et d'investir dans des solutions évolutives pour réduire la violence, construire la paix, renforcer les institutions de gouvernance et faire progresser la justice.
 - c. S'engager dans un plaidoyer collectif pour demander une action accélérée sur l'Agenda 2030 et faire en sorte que les autres acteurs responsables tiennent leurs engagements.
 - d. Demander un soutien pour maintenir l'espace politique nécessaire afin que la société civile joue son rôle de partenaire fiable pour la réalisation de l'Agenda 2030.
 - e. Demander un examen annuel de l'ODD16 étant donné sa nature transversale qui soutient les progrès de l'ensemble de l'Agenda 2030.
 - f. Demander que l'accent soit mis sur les principes de ne laisser personne pour compte et que les plus éloignés soient atteints en premier.
 - g. Continuer à demander la pleine inclusion et la participation significative de tous les groupes de parties prenantes dans la réalisation de l'Agenda 2030.
 - h. Travailler avec les organisations pairs et les autres acteurs et parties prenantes clés - notamment les collectivités locales.
 - i. Travailler ensemble pour sensibiliser davantage collectivement à l'importance de l'Agenda 2030 et notamment le rôle de l'ODD16 qui en fait partie.
44. Les organisations de la société civile sont prêtes à sensibiliser, à galvaniser les engagements, à collaborer, à suivre les progrès, à s'engager et à renforcer les communautés - surtout celles qui sont les plus en retard. Nous nous engageons à faire en sorte que la paix, la justice et l'inclusion prennent vie grâce à nos efforts collectifs et à nos institutions d'ici 2030.

Endorsing organizations:

- ARTICLE 19
- ENDA Tiers-Monde
- Regional Centre for International Development Cooperation (RCIDC)
- Labour, Health and Human Rights Development Centre
- International Federation of Library Associations and Institutions
- Cordaid
- Namati
- Justice For All campaign
- Asia Development Alliance
- Civil Society Platform for Peacebuilding and Statebuilding / CSPPS
- Centre for Human Rights and Climate Change Research
- Tifa Foundation
- Osi Joe Touching Lives Initiative
- Angels in the Field
- AfroLeadership
- Italian Diplomatic Academy
- Alliance for Development
- Association For Promotion Sustainable Development
- African Law Foundation
- World Council for Youth and Diplomacy
- National Campaign For Sustainable Development- Nepal
- Democracy and Development Associates- Sierra Leone (DADA-SL)
- Bangladesh NGOs Network for Radio and Communication
- Kadesh International
- The Peacebuilding Project
- International Federation of Women in Legal Careers
- International Federation of Women Lawyers
- Kaisahan tungo sa Kaunlaran ng Kanayunan at Repormang Pansakahan Incorporated
- Universal Rights Network
- CEHRDF BANGLADESH
- Asia Dalit Rights Forum
- Christian Legal Society of Zimbabwe
- Bangladesh Model Youth Parliament
- Centre de Défense des Droits de l'Homme et Démocratie (CDHD)
- CSYM HUDUMIA- VIJANA- (Christian Spiritual Youth Ministry)
- Global Forum for Media Development (GFMD)
- Sierra Leone War Trust for Children
- Leadership4SDGs Foundation
- World Federalist Movement - Canada
- Alliance for Peacebuilding
- Center for Economic and Social Rights (CESR)
- +Peace
- Confédération Nationale des Travailleurs du Sénégal (CNTS)
- Democracy Without Borders
- Institute for Democratic Governance & Development (IDEGD)
- Bua urban Youth Network
- Social Economic and Governance Promotion Centre(SEGP)
- THE CENTER OF INTERNATIONAL HUMANITARIAN LAW & HUMAN RIGHTS
- Local youth corner
- Unissons-nous pour la Promotion des Batwa" UNIPROBA"
- Centre for Sustainable Development and Education in Africa
- CECADE, Centro de Capacitación y promoción de la Democracia.
- Mercy Corps
- The People's Fund for Global Health and Development
- Partnership for Transparency Fund
- Point Focal I National CSPPS
- Economic Justice Network Sierra Leone.
- The Council for International Conflict Resolution (RIKO)
- AdvocAid Sierra Leone
- Global Partnership for the Prevention of Armed Conflicts (GPPAC)
- World Vision
- Global Network of Women Peacebuilders
- African Youth SDGs Summit
- Plattform Zivile Konfliktbearbeitung
- Musawj
- International Partnership and Development Organization

